



Entre BCE et FED les divergences sont là...

N° 299

Semaine du 23 Novembre au 27 Novembre 2015

L'unité de la BCE s'est fissurée en début de semaine suite aux déclarations de Sabine Lautenschlaeger qui a ouvertement affiché son opposition à un assouplissement additionnel de la politique monétaire en zone euro. Elle estime que l'institution doit laisser le temps aux mesures en place de faire effet, prenant le contrepied de Mario Draghi qui mettait en avant l'urgence de l'action. Les dernières statistiques économiques ont montré la résilience de la croissance en zone euro avec une accélération sur le mois de novembre, ce qui plaide pour une moindre nécessité d'action de la part de la BCE. Nous pouvons donc envisager un prolongement de la durée du programme d'achats d'actifs uniquement.

Cette décision aura toutefois pour effet de creuser encore plus le fossé avec les Etats-Unis où la Fed s'apprête à remonter ses taux directeurs. La 2ème estimation du PIB pour le 3ème trimestre publiée ce mardi 24 novembre semble conforter la banque centrale dans sa volonté d'agir étant donné la révision haussière qui était attendue. En seconde estimation, la croissance US a été revue à la hausse à 2,1% du fait d'une contribution nettement moins négative des stocks. La croissance américaine repose principalement sur la consommation qui reste robuste malgré quelques signaux négatifs.

L'incident entre la Russie et la Turquie a alimenté les inquiétudes sur l'évolution des conflits au Moyen Orient. Les cours du pétrole se sont inscrits en hausse malgré une abondance de l'offre qui ne faiblit pas et entraîne les stocks mondiaux vers des sommets. L'évolution des prix de l'or noir restera un enjeu majeur pour les banques centrales confrontées à la persistance d'une inflation quasi nulle qui nécessite un ajustement de leurs stratégies. Malgré cela, la Fed affiche toujours sans ambiguïté sa volonté de remonter ses taux directeurs en décembre. Si la date de début est acquise, l'enjeu se déplace vers les modalités d'exécution du resserrement monétaire. La prudence restera de mise afin de réduire l'impact sur les actifs financiers et, par ricochet, sur l'activité économique.

Au Japon, la lutte contre la déflation passe également par l'action du gouvernement. Shinzo Abe a annoncé un nouveau plan de relance qui intègre une augmentation du salaire minimum de 3% chaque année à partir de 2016. L'objectif est de compléter l'action de la banque centrale mais le gouvernement risque de creuser encore le déficit public qui dépasse 6% du PIB.

Dans ce contexte, suite à l'accrochage qui a eu lieu entre la Russie et la Turquie le risque d'embrasement est encore monté d'un cran, en ayant raison des marchés « actions » en Europe pesant sur le CAC 40 qui a cédé -1,41% ce mardi 24 novembre. D'autre part, la divergence des objectifs des différentes banques centrales apparaît criante quand la Fed affiche sans en démordre sa volonté de remonter ses taux directeurs d'ici à la fin de l'année, alors que la BCE reste ancrée dans un assouplissement monétaire volontariste, ce qui continuera de jouer un rôle important à l'avenir concernant l'évolution des marchés européens.